

La parole, un jour...

20 février 2014



Yann FIEVET

Nous allons être de nouveau appelés à voter en ce prochain printemps. Pour les Municipales, cette fois. Et, une fois encore nous nous désolerons probablement du désintérêt d'un trop grand nombre de nos concitoyens pour la « chose publique ». Pourtant, au-delà de la mise en cause facile du citoyen négligeant le respect de sa responsabilité politique, en profitera-t-on pour questionner sérieusement l'indéniable dépérissement de la démocratie ? Dans l'empilement des échelons de la représentation politique celui de la commune ne devrait-il pas demeurer le lieu par excellence de l'expression démocratique grâce à la circulation facilitée de la parole entre les habitants et les élus que ces derniers ont désigné pour les représenter ? Que pèse désormais cet argument à l'aune des enjeux nationaux insérés de plus en plus dans les arcanes obscures de la mondialisation néolibérale ou de « la construction européenne' du même tonneau ? En dehors du discours convenu, cherche-t-on vraiment à réaliser une articulation pertinente entre le local et le global ? A l'évidence, il nous reste à construire le « penser global, agir local ».

Par la déréglementation « démocratiquement » votée au Parlement durant les trois dernières décennies le pouvoir politique s'est lui-même dépossédé de son ancienne capacité à peser sur l'orientation des choix économiques modifiant les cadres de vie — et de travail — des citoyens. Ce dessaisissement volontaire au profit de la « meilleure efficacité du marché » allié à l'extension inexorable de celui-ci ne pouvait que dissoudre progressivement la « proximité », premier ingrédient d'une démocratie vivante. Administrer les « affaires locales » est devenu l'affaire du Marché. Pour y répondre mieux l'on est persuadé qu'il faut élargir le champ d'intervention des acteurs économiques, dénoncer le cadre exigü des anciennes structures communales. L'imagination technocratique étend alors son emprise : les nébuleux PPP (Partenariat Public-Privé) fleurissent, les « intercommunalités » concurrentielles aux enjeux faussement transparents - car échappant à tout débat démocratique - sont imposés d'en-haut. Et l'on voudrait cependant que le citoyen continue d'y trouver son compte !

En France où le pouvoir central ne s'est jamais sérieusement dessaisi de son emprise territoriale uniforme « le local » et « le régional » sont des appellations notoirement usurpées. En maints domaines, M. le Préfet peut imposer la décision de l'Etat contre la délibérations d'assemblées communales, départementales ou régionales, quand il ne s'agit pas d'aller à l'encontre des résultats d'une « enquête publique ». Au nom, bien sûr, de l'intérêt (économique) supérieur de la Nation. On y adjoint souvent, raréfaction de l'argent public oblige, une escroquerie majeure destiné à amadouer l'opinion : nous ferons davantage avec moins. C'est ainsi que l'intérêt économique supérieur est invoqué, par exemple, pour justifier l'implantation du projet Europa City, complexe culturo-commercial d'Auchan, dans le « triangle » agricole de Gonesse coincé entre les aéroports de Roissy-CDG et du Bourget. Inscrite dans le dévorant Grand Paris, l'urbanisation annoncée de ces terres particulièrement fertiles participera, nous le prédit-on, de la nécessité de replacer Paris dans la compétition opposant les grandes

métropoles européennes.

Les citoyens avisés, rassurons-nous, il en existe encore — dénomment ces montages financiers acrobatiques « Grands projets inutiles », inutiles eu « égard aux besoins objectifs de la population environnante mais néanmoins très utile à la spéculation immobilière comme rouage essentiel du capitalisme de casino qui caractérise notre époque. Derrière tous ces projets l'on trouve toujours les mêmes quelques grands groupes industriels et financiers, à commencer par Vinci, auxquels les finances publiques — étatiques et... locales — dressent des ponts d'or engageant aventureusement l'avenir. La socialisation des risques favorisera d'autant la confiscation des profits par un

Petit nombre d'actionnaires privés. Peu de régions de l'hexagone sont aujourd'hui épargnées par cette trahison de l'intérêt général : là , un aéroport surdimensionné ; ici, une usine à vaches à l'américaine ; ailleurs encore, un stade pour quelques rares évènements annuels. La mégalomanie de certains édiles ne peut seule expliquer ce désastreux phénomène.

Le discours fataliste ambiant veut nous convaincre qu'il n'existe pas d'autre choix que celui consistant à jouer à fond la carte de l'adaptation incessante aux lois de la compétition internationale. Il convient de signer avec les grands patrons des « pactes de responsabilité », d'en attirer d'autres par les recettes intelligentes du « Conseil stratégique d'attractivité ». Bref, ne changeons rien à ce qui fait déjà la ruine du monde par étouffement de la substance vivante des sociétés humaines. Pourtant, est-il besoin d'être docteur ès économie pour comprendre que la « grande » économie a une double caractéristique : elle est confiscatoire de la richesse produite et est hors-sol pour l'essentiel. Ainsi, alors que la plupart des hommes vivent enracinés dans des territoires socialement (dés)organisés, ils reçoivent pour eux-mêmes et la collectivité à laquelle ils appartiennent une part chaque jour plus congrue de la richesse économique qu'ils ont néanmoins largement contribué à produire. C'est dans ce contexte mortifère qu'un peu partout des citoyens contribuent à bâtir la « petite » économie grâce à laquelle ils reprennent la parole confisquée, ancrent de nouveau leur vie et leur travail dans des territoires réhumanisés, aspirent à (re)devenir des citoyens à part entière. Ils créent des circuits courts d'approvisionnement alimentaire, inventent des monnaies locales et complémentaires, développent l'habitat groupé contre la spéculation immobilière, envisagent les conditions de la « ville en transition » préparant l'après-pétrole... Et il faudrait se passer de ces énergies constructives, de cette volonté de partage, de cette @évolution silencieuse et joyeuse ?

Parions que le citoyen décomplexé votera bientôt pour la petite économie contre la grande. C'est, de surcroît, le moyen le plus sûr de tuer les tendances au repli communautaire et d'empêcher le retour des idées rétrogrades.

Yann Fiévet